

achats

duits premier prix.

1,7%
de baisse
entre janvier et août
du nombre d'articles
achetés dans les
grandes surfaces

Ces comportements n'ont pas fini de s'ajuster. « Nous sommes désormais dans un environnement d'inflation durable, souligne Alexandre Bompard. Nous ne reviendrons pas en 2023, ni même en 2024, dans un environnement qui est celui qu'on a connu, où l'inflation alimentaire était égale à zéro. » ■



Ils délaissent produits frais et produits de beauté. Le prix est plus que jamais le critère numéro un au moment de faire les courses. Les rayons des fruits et légumes, où les prix ont explosé, sont moins fréquentés.



L'illettrisme, un fléau qui touche 7% des actifs

Des entreprises se mobilisent pour permettre à leurs salariés de maîtriser les fondamentaux de l'écriture et de la lecture.

CORINNE CAILLAUD
@corinnecailaud

SOCIAL. Si le nombre de personnes illettrées en France a diminué en vingt ans, il n'en reste pas moins trop élevé : 2,5 millions d'individus sont en effet sortis du système éducatif en France sans en maîtriser les bases, soit 7% de la population âgée de 18 à 65 ans (versus 9% en 2004), selon l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), à l'initiative des journées nationales d'action contre ce fléau dont la 9^e édition se déroule jusqu'au 15 septembre.

Signe de la récente prise de conscience collective, le sujet de l'illettrisme a inspiré deux téléfilms. Le second sortira en janvier, le premier, *Champion*, réalisé par Mona Achache, a été diffusé lundi dernier sur TF1, avec dans le rôle principal Kendji Girac, dont c'était la première apparition en tant que comédien. Le jeune chanteur y campe un menuisier de 24 ans qui a réussi à cacher son illettrisme, jusqu'à l'accident de son père qui le porte à la tête de l'entreprise familiale. Et là, il est bien obligé d'avouer qu'il ne sait pas lire, écrire ou compter...

Une fiction pas très éloignée de la réalité pour le vainqueur 2014 de *The Voice*, aujourd'hui ambassadeur de la lutte contre l'illettrisme. Scolarisé au gré des déplacements familiaux en caravane, Kendji Girac a arrêté l'école à 16 ans. Sa lecture n'étant pas assez fluide pour lui permettre d'interpréter les paroles des chansons défilant sur un prometteur ou de signer des contrats, il lui est arrivé de se trouver en difficulté et a repris des cours pour s'en sortir. Soit le lot de toute personne ne maîtrisant pas les fondamentaux de l'écriture ou de la lecture une fois entrée dans la vie active. Car, on ne le dit pas assez, plus de la moitié des personnes en situation d'illettrisme sont en emploi, dont 9% d'intérimaires et une proportion élevée parmi les métiers du nettoyage et de la restauration.



2,5 millions d'individus sont sortis du système éducatif en France sans en maîtriser les bases.

PIERRE HECKLER/PHOTOPQR/LE REPUBLICAIN LORRAIN

17%
des Français souffrent d'illettrisme, véritable calamité du XXI^e siècle

Des grands groupes (Manpower, L'Oréal, TF1, le Crédit agricole...), mobilisés auprès de l'association #Stopillettrisme, sensibilisent leurs prestataires de services à cette cause dans leurs appels d'offres. S'ils gagnent le marché, les sous-traitants doivent s'engager à agir en faisant suivre à leur personnel, sur leur temps de travail, un programme spécifique, à raison de deux fois trois heures de formation hebdomadaire pendant un an. « Le repérage se fait sur la confiance, sans outil pour passer un test. Généralement, il y a toujours un manager qui suit. Nous lui indiquons les bons mots à employer car il ne s'agit pas de dénigrer, mais d'accompagner la personne pour qu'elle puisse évoluer

professionnellement », indique Samira Djouadi, déléguée générale de la fondation TFI et présidente de #Stopillettrisme.

De leur côté, les grandes entreprises partenaires détachent des collaborateurs volontaires une heure chaque semaine, pour devenir tuteur. « Quand l'entreprise s'empare de ce type de sujets sociaux et le met en lumière, on en voit les bienfaits. Elle a un vrai rôle à jouer en matière d'illettrisme, qui n'est pas une maladie, mais un handicap dans le déroulement d'une vie », estime Samira Djouadi.

Le cancer de l'illectronisme

Dans ses programmes, #Stopillettrisme intègre de plus en plus un apprentissage des outils numériques pour que les stagiaires se familiarisent avec leur usage. « Dans certains métiers, les instructions sont données via une tablette. C'est notamment le cas dans les aéroports où les employés doivent se déplacer d'un hall à un autre. L'information doit être rapide et fluide pour effectuer le travail. Afin que nos bénéficiaires ne refusent pas un poste à cause de cela, nous adaptons le contenu de nos formations à leurs métiers en utilisant les termes dont ils ont besoin », indique la présidente de #Stopillettrisme.

Selon l'Insee, 17% de la population française souffrait en 2019 d'illectronisme, ou illettrisme numérique. Soit 12 millions de personnes, un Français sur six ! Dans le détail, une personne sur quatre ne sait pas s'informer et une sur cinq est incapable de communiquer via internet. L'impossibilité de rechercher des informations administratives est particulièrement problématique, car elle accroît le risque de non-recours à des prestations ou de perte de droits. Par ailleurs, surfer sur internet ne garantit pas la maîtrise des compétences numériques de base. L'utilisation des logiciels, type traitement de texte ou tableur, est souvent nécessaire pour rédiger des lettres de motivation et un curriculum vitae, mais aussi répondre à une offre d'emploi. ■

« produits de luxe »

L'an dernier, il y a bien eu une hausse tarifaire globale des fruits et légumes liée aux impacts de la vague de gel d'avril 2021. Mais aucunement cette année.

Malgré ce net reflux de consommation, des signaux positifs se font jour. Car le détournement des consommateurs aurait pu être plus sévère, au vu des impressionnantes flambées constatées notamment sur les fruits d'été. Pour leurs paniers maraichers, une partie des Français semble ainsi ne pas regarder uniquement les étiquettes, pour continuer à se faire plaisir.

Au marché de Rungis, qui approvisionne les primeurs, petits commerçants et marchés de l'Île-de-France, on souligne que « la demande se tient très bien, selon Stéphane Layani, président de la Semmaris qui gère ce marché d'intérêt national. Si les prix font du yo-yo, les gens ont pris l'habitude depuis le Covid de s'approvisionner pour les fruits et légumes en circuits courts ou sur les marchés. Surtout, sur les fruits les plus consommés comme la banane, la poire ou le raisin, les prix n'ont pas beaucoup bougé, notamment les origines France moins gourmandes en transport ».

Dans ce contexte, les hypers et supermarchés qui écoulent 70% des volumes de fruits et légumes sont le plus à la peine, avec une part de marché en recul depuis 2019. Et ce, au profit des magasins de soft discount, qui s'étaient adjugé fin juin, sur deux ans, trois points de part de marché en plus, selon Kantar. Ou encore des grandes surfaces spécialisées dans le frais en progression constante depuis 2019 (+1,8 point). Pour regagner du terrain, les grandes surfaces misent donc désormais plus sur les produits qui ont le plus grimpé comme la tomate, sur des petits calibres ou des formats en barquette à prix accessibles.

Les filières multiplient aussi les initiatives pour soutenir la consommation. Cet été, Interfel a mis au point une liste de courses et de recettes hebdomadaires autour de 35 euros pour quatre personnes - soit 1 euro par personne à raison de deux repas par jour - intégrant cinq fruits et légumes par jour. Et elle milite depuis plusieurs mois pour l'instauration d'une Arlésienne gouvernementale : le chèque alimentaire... ■

Avancée sur le nouveau pacte de stabilité

La Commission présentera des propositions de réforme « fin octobre ».

ANNE ROVAN @AnneRovan
CORRESPONDANTE A BRUXELLES

EUROPE C'est un des gros dossiers de cette rentrée à Bruxelles. Et les Vingt-Sept savent désormais à quoi s'en tenir, du moins sur le calendrier : la Commission présentera ses propositions de réforme du pacte de stabilité « fin octobre », a annoncé le vice-président, Valdis Dombrovskis depuis Prague, où se tenait ce week-end une réunion informelle des ministres des Finances de l'UE.

L'exécutif européen est parvenu à dégager un consensus sur l'esprit de la future réforme. Il faut que « la dette publique diminue effectivement, surtout là où elle est élevée et aussi pendant les périodes économiques favorables », a précisé Valdis Dombrovskis. Et prendre en compte « la composition et la qualité des finances publiques, compte tenu des besoins actuels élevés d'investissement pour la double transition verte et numérique et pour notre sécurité collective », mais aussi « réduire la complexité et améliorer la conformité ». « Il semble y avoir une large convergence sur ces priorités », s'est félicité le vice-président de l'UE.

Les règles budgétaires doivent être remises en selle au 1^{er} janvier 2024. La clause de sauvegarde - qui permet de les suspendre - avait été activée au début de la pandémie puis prolongée en mai en raison de la guerre en Ukraine. Or les États membres ont laissé filer les déficits depuis 2020. Dans la zone euro, la dette publique représente désormais 95% du PIB en moyenne, très loin de la limite des 60% qui pourrait être abandonnée. Et les écarts se sont creusés. La Grèce et l'Italie « caracolent » en tête avec des taux d'endettement respectifs de 185% et 150% de PIB, quand l'Estonie et le Luxembourg affichent des ratios d'endettement de 18,1% et 24,4%.

Niveaux d'endettement

D'où l'inquiétude de certains États. « Bien que nous soyons passés en douceur de la crise du Covid à la crise de l'énergie, nous ne devons pas reporter le débat sur le retour des pays européens à la discipline budgétaire », a mis en garde le ministre tchèque des Finances, Zbyněk Stanjura, dont le pays préside actuellement le Conseil de l'UE. Le ministre allemand des Finances, chef de file des libéraux, Christian Lindner, a aussi

refroidi les espoirs des pays du Sud en laissant entendre qu'il sera très vigilant sur le traitement des investissements. « Les politiques, a-t-il souligné, sont très bons pour redéfinir tout ce qui est possible comme un investissement, alors qu'en fait c'est de la consommation... L'UE ne peut pas tout se permettre. »

La question des investissements et de la latitude laissée aux États membres pour revenir à des niveaux acceptables d'endettement sera les principaux points de tension. On sait d'ores et déjà que la règle du 1/20^e qui définissait un rythme théorique de réduction de la dette publique supérieure à 60% du PIB va être enterrée. Selon la Commission à l'Économie, Paolo Gentiloni, l'idée serait de laisser les États membres définir leur trajectoire mais de les sanctionner a posteriori s'il n'y a pas de progrès.

Autant dire que le Conseil et le Parlement européen n'auront pas trop de quatorze mois pour s'entendre sur des nouvelles règles. L'euro-députée Valérie Hayer, chef de file des élus macronistes au Parlement européen, s'attend à des « négociations difficiles sur ce sujet d'affrontement idéologique ». ■



IL SEMBLE Y AVOIR UNE LARGE CONVERGENCE SUR CES PRIORITÉS

VALDIS DOMBROVSKIS,
VICE-PRÉSIDENT
DE LA COMMISSION
EUROPÉENNE